



Communiqué de presse FSU 72

Une impréparation chronique bien réelle ... qui ne peut plus durer.

Ce jeudi 29 octobre, la FSU 72 prend acte de la décision présidentielle exprimée mercredi à 20h, et prend acte aussi des consignes données ce jour par le ministre de l'Éducation Nationale, même si, une fois encore, c'est une prise de décision politique qui pour l'heure a plus été construite dans un ajustement à l'opinion, à l'économie, aux avis de quelques membres éminents du Haut Conseil à la santé publique, que dans un ajustement concerté, organisé, rationnel, entre professionnels de santé et professionnels de l'éducation.

La FSU 72 exprime que les masques délivrés aux élèves de primaire, contrairement à l'annonce ministérielle, doivent être gratuits, comme ils auraient dû déjà l'être pour tous les autres élèves. La gratuité est une condition de l'école républicaine.

La FSU 72 rappelle que le dédoublement des classes, qui aurait dû être prévu depuis l'été, et qui supposait un recrutement d'enseignant-e-s massif (comme en Italie) est une attente importante de la profession, solution efficace pour sérieusement diminuer le brassage. Aucune mesure nouvelle n'est à ce titre avancée ce soir en matière de lutte contre le brassage des élèves, ni en classe, ni dans les transports, ni dans les cantines, alors que le ministre des Solidarités et de la Santé en fait le point crucial du combat contre le virus.

La FSU 72 dénonce l'impréparation de l'hommage à notre collègue Samuel Paty, puisque l'annonce faite de commencer les cours à 10h est incompatible avec les horaires de transport scolaire dans bien des endroits, comme cela vient d'être annoncé par le recteur de l'Académie de Nantes et dans toute la France. Les élèves resteront-ils deux heures sur la cour, dans quelle forme d'accueil ? L'impréparation, qui n'a vraiment rien, pour le coup, d'un lien à l'urgence, continue. Le moins qu'on puisse dire c'est que tout n'est pas réuni pour que cet hommage soit digne et serein. La FSU 72 le déplore hautement.

La situation est certes d'une grande complexité et nous confronte à un inconnu important. Mais cela ne condamne pas à l'impuissance. Ces ajustements rationnels auraient pu être anticipés depuis avant la rentrée de septembre, car les modélisations promettaient ce rebond. Mais tout était prêt, selon le ministre, en ne faisant rien ni pendant l'été, ni après la rentrée. Les protocoles ont été allégés à mesure que la situation s'aggravait ; les cas contact ont été drastiquement réduits dans leur décompte, pas dans leur réalité. Cela permet aujourd'hui au ministre d'afficher de faibles pourcentages d'écoles fermées (sous 1%), de classes fermées, d'enseignant-e-s et d'élèves malades et d'exprimer que « l'application du protocole a abouti à peu de contamination en milieu scolaire depuis la rentrée de septembre ». Il continue d'évoquer une continuité pédagogique en des termes sans nuance, irréalistes : « Pas une seule journée de classe perdue pour nos élèves » serait l'objectif atteint et maintenu pour l'avenir...

Mercredi soir le chef de l'état a assumé l'échec de la stratégie du "vivre avec le virus" et des deux versions du couvre feu, constatant que "nous sommes submergés par l'accélération soudaine du virus". Il n'aura même pas été possible de jauger l'efficacité des dispositifs précédents, puisqu'il aurait fallu entre 15 et 18 jours pour évaluer si la politique publique choisie agissait vraiment sur la propagation du virus.

La situation sanitaire nous impose de faire ce que nous voulions éviter à tout prix : un nouveau confinement. Pour autant, le mot fait écran à une réalité bien différente, avec dans les faits le maintien d'un brassage beaucoup plus fort qu'en mars. Le choix économique a cette fois prévalu, même si certains secteurs sont durement touchés.

La réalité de terrain doit maintenant s'imposer au plus vite, si la rentrée est maintenue au 2 novembre. Vu le retard déjà accumulé la FSU 72 demande au moins un report au mardi 3

novembre, qui on le sait déjà sera insuffisant, afin que les équipes et les collectivités locales soient à même de mettre en œuvre le nouveau protocole, très inspiré de celui de juin, et qui à l'époque avait été inapplicable.

Plusieurs fois le ministre a déclaré que le plan B, en cas de forte circulation virale, était "dans les tiroirs". Le nouveau protocole sanitaire aurait donc été prêt ? Alors pourquoi ne pas l'avoir diffusé le soir même de l'annonce ? La FSU demande qu'il soit communiqué sans délai aux collègues.

Ce confinement nécessitera de délivrer des attestations de déplacement. Pourquoi n'avons-nous pas d'ores et déjà les réponses aux questions suivantes : quand et comment les attestations de déplacement seront-elles fournies aux enseignants? Seront-elles quotidienne ? Hebdomadaire ? Délivrées par qui ? Questions basiques qu'il conviendrait d'avoir résolues dès le moment de l'annonce. Ces attestations comporteront-elles des horaires de travail ? Dans ce cas, un enseignant ne pourrait plus aller dans son établissement lorsqu'il n' a pas cours pour préparer son travail. Ce serait une conception du métier d'enseignant bien loin de la réalité, et qui poserait pratiquement de grandes difficultés.

Le Conseil d'Etat a cassé le décret du 29 août et donc rétabli celui du 5 mai à propos des personnels vulnérables. La liste des personnes vulnérables reste donc ce qu'elle était avant la restriction décidée le 29 août. Il est clairement indiqué dans la circulaire du 14 septembre 2020 que "ces personnes exercent en télétravail si la nature des missions s'y prêtent". Il n'y a aucune restriction ou marge d'interprétation : le télétravail est de droit. Si le télétravail n'est pas possible ou n'a pas été organisé, les ASA sont de droit. La FSU demande que les autorités informent clairement sans délai les personnels afin qu'ils et elles sachent comment à la fois assumer leurs fonctions et protéger leur santé. Pourquoi attendre demain pour afficher la nouvelle typologie des critères de vulnérabilité?

Même si les masques DIM ne sont finalement pas considérés comme toxiques (en-dessous de 4h d'utilisation), le ministère en interdit l'usage (et pour cause, ils sont, dans la réalité, portés bien plus longtemps, car au nombre de 4 fournis, portés à raison de 2 par jour, cela suppose une lessive quasi tous les jours en comprenant le séchage...rigueur difficile à tenir). De nouveaux masques doivent être distribués aux personnels. Là encore, l'annonce de reprise est faite sans information claire de l'institution sur ce sujet. Devrons-nous attendre le jour J pour savoir? Pourquoi n'assure-t-on pas dès maintenant une présence effective de masques nouveaux, à quel nombre, de quels types? Les personnes vulnérables doivent recevoir un masque chirurgical de type 2. Les établissements en disposent-ils? Si la demande devait être importante, existe-t-il un stock pour y faire face rapidement ? Il s'agit, là encore, de la protection essentielle des agents, qui dans le passé a été défaillante pour les personnels de santé.

Ce que la FSU 72 demande aujourd'hui au gouvernement c'est de gérer de façon claire, sans distorsion entre effets d'annonce et réalité de terrain, un mois de novembre qui s'annonce très compliqué. L'urgence ne peut être invoquée en toute occasion. Cela commence par répondre aux questions posées dans ce communiqué, réponses qui auraient dû faire partie de l'annonce de mercredi soir par le président de la République, et qui ce jeudi, n'ont toujours pas trouvé réponse dans les propos du gouvernement. Reprise lundi, mais tout est prêt. L'école n'a jamais été à ce point celle de la défiance.

La FSU 72